hors service

journal anarchiste • 24 avril 2011 • nr. 17 • version francophone

« Nos résignations quotidiennes forgent les cages de demain

Guerre, catastrophe, démocratie, prison

Nous voulons la révolution

Dans un temps où les mots semblent perdre leur sens, où le langage du pouvoir cherche à pénétrer dans toutes nos conversations, nous pensons d'autant plus indispensable de nous efforcer de parler clairement. Arrêtons de répéter comme des perroquets ce que les journaux nous disent, ce que les télévisions nous montrent, ce que les puissants veulent nous faire croire. La question n'est pas de vouloir à tout prix être d'accord, ni de convertir qui que ce soit, mais d'au moins parler avec notre *bouche, avec* nos *mots, avec* nos *douleurs et* nos *espoirs*.



La guerre ou... la révolution

Le début des bombardements effectués par l'OTAN contre les forces loyales à Kadhafi en Libye a marqué un passage fatal. Ce qui sans aucun doute était au début un soulèvement armé d'une importante partie de la population contre le régime en place, est petit-à-petit en train de se transformer en une *guerre militaire*. A part des poignées de résistances auto-organisées, ce que les autorités de tout bord appellent des « irréguliers », le soulèvement en Libye semble avoir dégénéré en conflit entre armées opposées. Et ce n'est alors pas pour rien que les « irréguliers » là-bas ont toujours été très méfiants vis-à-vis « l'opposition officielle » qui a copié les hiérarchies, les grades, les structures de commandement de l'armée de Kadhafi. De fait, la *militarisation* du conflit a enterré la possibilité d'un bouleversement radical de la société libyenne. De nouveaux uniformes, de nouveaux chefs, de nouvelles autorités font obstacle à ceux qui veulent expérimenter d'autres rapports sociaux, des rapports de solidarité et de réciprocité, d'auto-organisation de la vie sociale entre les gens eux-mêmes au lieu d'un nouveau régime, de nouvelles structures étatiques, de nouveaux leaders et de nouveaux privilèges.

Aujourd'hui, en Libye, il s'agit de soutenir de toutes les manières possibles les insurgés qui ont combattu et qui dans l'avenir combattront de nouveau pour un changement profond de la société. Comme le disait un compagnon anarchiste libyen, il s'agit maintenant de refouler le chantage du pouvoir, qu'il soit de Kadhafi, de l'opposition officielle ou des pays de l'OTAN, qui veulent enterrer la possibilité d'*une révolution sociale* en poussant vers une guerre purement militaire. N'oublions jamais ceux qui sont tombés en combattant pour la liberté, qui ont défié un régime monstrueux en ne comptant que sur leurs propres forces, en mettant leur vie en jeu.

La catastrophe ou... la révolution

Ce qui s'est passé au Japon n'est pas un désastre naturel, mais une *catastrophe sociale*. Ce qui s'est passé dans les centrales nucléaires au Japon n'est pas un incident malheureux, mais la *triste conséquence* d'un monde rempli d'usines qui vomissent leur poison, de centrales nucléaires implantées partout qui ont mis une hypothèque lourde et néfaste sur la vie et la liberté sur terre, d'une économie qui empoisonne la planète et les esprits, n'obéissant qu'à la recherche de toujours plus de profits pour les puissants et les riches.

Au Japon, des régions entières sont actuellement quadrillées et militarisées. Après avoir construit des centrales nucléaires, après avoir fait passer les intérêts de l'économie capitaliste avant tout, l'Etat japonais se présente maintenant comme le seul acteur capable de sauver la situation, de gérer le désastre, d' « aider les gens ». En installant un régime militaire dans les zones dévastées de l'île, en instaurant un régime de contrôle scientifique réduisant les habitants autours des zones contaminés par la radiation à des simple numéros, à des taux de radioactivité ou encore à des *cobayes*, l'Etat renforce son emprise sur la population. Et *apeurée* par la très réelle menace nucléaire, la population accourt vers son sauveur…



↘ Mais la cause d'un problème ne peut pas en être en même temps sa solution ; si la cause continue à exister, le problème s'amplifie. Et le problème, ce ne sont pas tellement les désastres naturels, mais ce monde d'industries et de centrales nucléaires, de métropoles invivables et de campagnes dévastées. C'est *ou* continuer à rendre la catastrophe permanente dans ce monde, *ou* changer radicalement de voie, détrôner l'économie et son roi l'argent, cesser de croire aux scientifiques, compter sur les experts pour apporter des solutions à des problèmes qu'ils ont *eux-mêmes* crées et réinventer de *nouvelles manières de vivre ensemble*. C'est ou la catastrophe de ce monde remplis d'horreurs, ou *la révolution sociale*.



La démocratie ou… la révolution

Après les cris de victoire venant de l'Egypte et de la Tunisie, des cris transformés unilatéralement par les médias ici en hommages populaires à la démocratie occidentale, *un nouvel ordre* est en train de prendre le dessus. Les militaires égyptiens tirent de nouveau sur des foules en émeute, les prisons tunisiennes se remplissent avec des insurgés qui ont combattu pour autre chose qu'un simple changement de régime, les différentes rackets politiques et religieux font tout pour essayer de récupérer et de canaliser la rage vers de putrides nationalismes ou d'oppressantes religions. Mais malgré la répression croissante, les combats continuent. Tandis qu'en Egypte, les grèves sauvages contre les anciens et nouveaux patrons se succèdent, des zones entières de la Tunisie restent encore aujourd'hui hors des griffes du nouvel Etat en s'auto-organisant pour faire face aux besoins matériels, en mettant en pratique la réciprocité et la solidarité au lieu de la compétition capitaliste, en refoulant des villages flics, chefs politiques et juges, identifiés comme expressions de l'asphyxie de la liberté.

Tout est mis en œuvre pour faire oublier qu'il y a d'autres possibilités que l'alternative entre dictature et démocratie. Qu'il est possible d'expérimenter des manières de vivre ensemble qui ne sont pas guidées par un Etat, qu'il soit élu ou imposé. Qu'il y a d'autres choix possibles que de subir une exploitation féroce comme dans la plupart du monde ou de respecter une paix sociale entre exploités et exploiteurs en se contentant des miettes comme il en est souvent question ici.

Tout est mis en œuvre pour faire oublier ce que les puissants de partout, démocratiques ou dictatoriaux, méchants ou gentils, féroces ou humains, redoutent le plus : *une révolution sociale qui en finit avec les causes de l'exploitation et de l'oppression*.

La prison ou… la révolution

Pour ceux qui ont choisi d'aller sur le chemin du combat pour la liberté, *pour la vraie liberté*, il n'y a toujours eu au final que deux réponses venant de leurs ennemis : les balles ou la prison. Tout récemment, des anarchistes italiens ont une fois de plus été frappés par la répression. Cinq compagnons de Bologne se trouvent en prison, une soixantaine de domiciles a été perquisitionnée partout en Italie. Accusés d'« association de malfaiteurs », l'Etat les emprisonne en espérant ainsi freiner les luttes qu'ils mènent contre les centres fermés pour clandestins en attaquant les responsables de la machine à expulser ; leurs luttes en solidarité avec les insurgés de l'autre côté de la Méditerranée en attaquant les entreprises italiens profitant du régime de Kadhafi pour importer du gaz et du pétrole et exporter des armes servant à mater les révoltes (ces mêmes entreprises sont d'ailleurs aussi candidates pour construire des centrales nucléaires en Italie, ce qui s'accompagne aussi de résistance) ; leur choix irréductible pour la révolte en ciblant toutes les structures de la domination.

Si nous parlons d'eux, c'est parce que nous nous reconnaissons dans leurs combats, parce que nous partageons avec eux, au-delà des frontières, ce désir de liberté qui les incite à se battre, en mots et en actes. Aucune prison n'arrêtera jamais notre lutte pour la liberté et notre solidarité avec ces compagnons italiens consiste, comme avec les compagnons incarcérés dans d'autres pays dans le monde, à continuer, toujours continuer, avec l'espoir au cœur et les poings fermés, de saper la domination.

Mettons le feu à la poudrière.

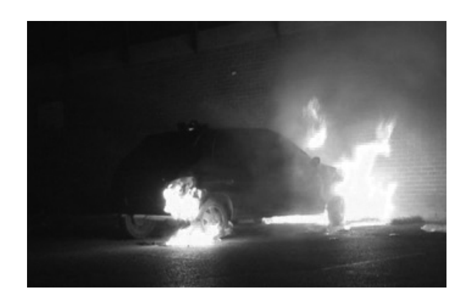
Que souffle le vent de la liberté, que se déchaîne la tempête de l'insurrection.

Des anarchistes

[Tracte distribué à Bruxelles]

Des jours et des nuits de colère, de pavés et de feu à Charleroi





Le 1 avril, Sandro, âgé de 27 ans, est mort lors d'une interpellation brutale par la police à Gilly, une commune de Charleroi. Les tensions sont vite montées, d'autant plus que pleins de passants ont vu l'interpellation et qu'il était clair pour tout le monde que le cœur de Sandro a arrêté de battre sous les coups des policiers.

A peine quelques heures après ce meurtre d'Etat, des jeunes masqués commencent à jeter des pavés contre des patrouilles de police. Des véhicules de la police et des voitures privées des agents dans la rue et devant plusieurs commissariats sont cassées à coups de barre et de pierres. Tôt le soir, le commissariat de Gilly se mange quelques cocktails molotov.

Le lendemain, la journée commence bien, avec des attaques en règle contre les commissariats de Gilly et de Lodinsart par des gens masqués armés de pierres et de barres de fer. Le soir, les enragés s'affrontent pendant des heures avec la police, qui a fait venir des renforts et une autopompe de la police fédérale. A côté, des petits groupes brûlent des véhicules partout, à Gilly et aux alentours, notamment sur les parkings des supermarchés, et cassent systématiquement les vitres des commerces et des institutions comme les Mutualités Socialistes. Cette nuit-là, des véhicules flambent aussi ailleurs en Belgique, notamment à Liège et à Bertrix.

Le dimanche 3 avril, les enragés écument les rues en petits groupes. Des poubelles et quelques voitures sont transformées en torches de rage, les vitres des commerces sont brisées. Le lendemain, dans plusieurs communes de Charleroi, des véhicules et un bulldozer sont incendiés. Entretemps, la police fédérale a militarisé la commune de Gilly, mais les enragés, à quelques arrestations administratives prêt, réussissent à rester hors des griffes des chiens de garde de l'Etat.

La semaine d'après, un autre jeune décède lors d'une interpellation dans des circonstances similaires. Dans la presse, on évoque de « la cocaïne d'une trop haute qualité » qui provoquerait des attaques cardiaques quand elle est prise à trop forte dose – une pitoyable tentative pour légitimer le monopole étatique de la violence.

Et les voitures continuent de flamber. Un conteneur d'un chantier est brûlé et, ici et là, des cocktails molotov sont jetés contre des commerces et des bâtiments officiels. Après dix jours de troubles, la presse annonce que les tensions sont en train de diminuer… Quelques heures plus tard, tôt en soirée, des inconnus jettent des cocktails molotov contre un combi garé sur la route (les agents avaient juste tourné le coin pour une « intervention »). Il leur semble plutôt difficile de faire en sorte que l'ordre règne… alors, jetons d'avantage d'huile sur le feu.



Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Black-out • L'incendie d'une cabine électrique près d'entreprises a plongé la région et la ville même d'Enghien dans le noir. Ce n'est pas uniquement l'inondation insupportable de la télévision qui a été interrompue, mais aussi le fonctionnement des entreprises et des institutions qui a été perturbé.

Ça reste drôle • Ils ont beau se plaindre, les « journalistes de gauche » du journal flamand De Morgen, que c'est « lâche » d'attaquer le chef de l'Eglise catholique, nombreux sont ceux qui continuent à trouver très amusant et sportif d'« entarter » l'archevêque Léonard. Lors d'un séminaire à Louvain-la-Neuve, ce berger particulièrement conservateur et homophobe a été entarté à quatre reprises. Soyons sportifs, continuons à discréditer les leaders religieux de tout bord.

Feu pour la clique des capitalistes • A Bruxelles, deux bombes incendiaires explosent pendant la nuit devant le bâtiment de Comeos, la Fédération belge des Employeurs du Commerce. L'explosion a été entendue dans un large périmètre et les dégâts sont considérables.

Et feu pour l'Etat et le Capital • A Herve, un véhicule appartenant à la Ville a été détruit par le feu. A Waterloo, un hangar dans le zoning industriel a été incendié. Et à Esneux, la Poste se plaint que des vandales s'en prennent particulièrement à ses véhicules. Peut-être parce que la Banque de la Poste se fait du fric en enfermant des prisonniers et des immigrés en gérant les comptes bancaires de ces geôles ?

La conquête de la liberté



La Libye : guerre ou insurrection ?

Les nouvelles de la situation libyenne qui nous parviennent par la presse régulière, ne nous racontent que l'histoire de la guerre. C'est une histoire qui nous fait frémir : des bombardements, des morts, des bombes cluster, des blessés et des réfugiés. Est-ce que l'insurrection en Libye est devenue une longe histoire d'horreurs ? Est-ce qu'il ne reste plus rien que la guerre, maintenant que l'affaire se corse ? Est-ce qu'il n'y a plus rien à dire sur ces événements pleins de force, d'audace et de persévérance de gens qui ont pris les armes pour se libérer eux-même et tous les autres du joug d'un dictateur qui les a opprimé pendant 42 ans ? Les médias occidentaux veulent nous faire croire qu'il n'y a là-bas qu'une guerre sanguinaire en cours, et ça ne nous surprend pas. L'Occident, avide de pouvoir et d'argent, et son OTAN doivent légitimer leur rôle de « sauveurs du peuple libyen ». Ainsi, ils se trouvent dans l'obligation de cacher la réalité combative des insurgés libyens et de nous faire miroiter que ces gens là sont désemparés, et rien de plus. Mais, fermons un instant les journaux des médias capitalistes, et cherchons à regarder l'insurrection de près. Partons à la recherche de son histoire.

Il est dit beaucoup de mal dans « nos » journaux à propos de ce qu'on appelle les « shebabs ». Les shebabs, ce sont les insurgés qui refusent de se laisser enrégimenter dans la nouvelle structure militaire qui est en train de se former dans la partie libérée de la Libye. On les traite de fous, de bandits, de gens qui ne savent pas ce qu'ils font, qui ne veulent pas obéir aux ordres militaires, qui ne sont pas de vrais rebelles.

Mais cette création d'une image négative des insurgés a ses conséquences. Ce n'est qu'en échange d'une acceptation de la structure militaire, en échange de la formation d'une vraie armée, que les insurgés pourront recevoir des armes de l'Occident. S'ils ne l'acceptent pas, alors rien. En d'autres mots, ce que l'Occident demande aux insurgés, c'est d'arrêter leur insurrection en échange d'une guerre. Car l'Occident voudrait bien préserver et renforcer son contrôle sur ce pays. Un contrôle notamment nécessaire pour freiner « l'immigration clandestine » (qui passe souvent par la Libye), ou pour s'assurer des ressources pétrolières et en gaz. Ils ne peuvent pas maintenir sous contrôle une insurrection, mais une guerre oui.

Une structure militaire classique implique des colonels et des généraux qui prennent les décisions stratégiques et de la piétaille, de la chair à canon, pour exécuter ces ordres sans réfléchir. Une structure militaire implique mener une guerre, et dans une guerre, il s'agit uniquement d'éliminer l'ennemi. En Libye, bien autre chose semble être en cours, quelque chose de beaucoup plus profond. Tout d'abord, ces shebabs ne sont pas de la chair à canon, mais des hommes de chair et de sang. Beaucoup refusent de devenir une armée, et ceci démontre que, pour eux, il ne s'agit pas uniquement d'éliminer l'ennemi, mais qu'ils sont en train de se battre pour beaucoup plus : pour la liberté. Et cette liberté, on la perd dès le moment où on commence à avaler les ordres des nouveaux Kadhafi. Ces nouveaux Kadhafi qui naissent, ces nouveaux patrons qui aiment que d'autres obéissent à leurs ordres, qui s'octroient le maudit droit de gouverner les autres. L'autorité peut bien être symbolisée par un personnage infâme comme le dictateur, ce n'est clairement pas seulement la chute de ce fou qui est nécessaire à la conquête de la liberté. Cette conquête, elle est en cours qu'on lutte. C'est la conquête du *maintenant*, le seul chemin vers un avenir libre. Obéir aux ordres des nouveaux militaires libyens signifie la fin de l'insurrection, l'annonce d'une nouvelle époque de soumission et d'obéissance. Et tant de choses sont en jeu.

Aussi la composition diversifiée des insurgés nous montre-t-elle des traces de quelque chose de plus profond. Il s'agit là de gens d'origines différentes, et d'immigrés aussi. En sachant que dans un pays comme la Libye, ces immigrés ont eu une position de second rang, qu'ils ont connu beaucoup de racisme, leur participation à l'insurrection a une très grande valeur. Si les distinctions entre ces groupes de la population s'émoussent, alors ça veut dire qu'un pan de la société est en train de chanceler.

Nous ne savons pas ce qu'il en est des femmes. Mais on ne peut pas s'imaginer que la moitié de la population serait exclue d'un processus insurrectionnel en cours depuis des semaines. De toute façon, la libération des femmes n'est possible qu'en continuant ce processus. Les hiérarchies entre hommes et femmes ne peuvent être bouleversées que lorsqu'il y a de l'espace ouvert pour ça. Cet espace ne peut s'ouvrir que quand l'insurrection avance, quand le refus de la militarisation reste debout.

Auto-organisation et affinité

L'insurrection dans la ville de Misrata nous est aujourd'hui surtout présentée comme une grande histoire d'horreurs, le combat impossible. Pourtant, les batailles sont encore en cours à Misrata et il nous semble de toute façon que ce qui se passe là-bas, ne peut pas être renfermé dans le vocabulaire guerrier de la « défaite » et la « victoire ». Nous n'avons pas l'intention de nier qu'il y a beaucoup de morts ou que le combat est dur. On pourrait effectivement dire que l'insurrection apporte peu quand on est mort. C'est même vrai. Mais ici, notre intention est de mettre en lumière les choses qui sont en train de naître, qui là-bas, au milieu des combats, ont la *possibilité* de naître. D'autant plus qu'on pourrait dire que si les bombardements de l'OTAN ont été dans une certaine mesure une aide pour le combat des insurgés, il n'en reste pas moins que si cette dernière enlève le combat de leurs mains, ce sont les insurgés qui perdent.

↘

Regardons par exemple la manière dont s'organisent les insurgés dans cette ville de Misrata. Comme partout ailleurs en Libye, ils ne disposent pas d'un arsenal d'armes qui, au plan technologique, est à la hauteur de l'armée de Kadhafi. Ils se battent avec des grenades artisanales, des cocktails Molotov, des armes légères et ceci, mélangé avec de la créativité, du courage et de la solidarité. Ils forment une guérilla urbaine qui empêche Kadhafi de reprendre la ville. Les insurgés connaissent la ville comme leur poche, leurs champs de batailles sont comme un labyrinthe hostile où les troupes du colonel n'osent presque pas mettre pied. Autour de la fameuse rue Tripoli, l'armée kadhafienne a posté des tireurs embusqués, mais ils sont nombreux à mourir parce qu'ils ont été coupés du reste des troupes par les insurgés et n'ont plus de nourriture ou d'eau ; d'autres se rendent. Voilà pourquoi l'armée donne maintenant la préférence aux bombardements et aux bombes cluster : Misrata ne peut pas être reprise, à moins qu'on ne la terrorise en semant des bombes.

Un autre avantage des shebabs est qu'il ne s'agit pas d'une armée de soldats anonymes face à l'armée anonyme de Kadhafi, mais de gens qui s'organisent en petits groupes. Des cercles de gens qui se connaissent et se font confiance, s'organisant contre l'oppression. Des individus qui se sont battus côte à côte et qui continuent de se battre. Voilà le combat des shebabs partout en Libye. Et là, la question n'est pas tellement de savoir si cela comporte un avantage *militaire*, quand cela relève surtout d'une nouvelle manière de se rapporter les uns aux autres : non pas comme des soldats, mais comme des camarades en lutte contre l'oppression.

Même si l'insurrection est écrasée, on pourrait encore dire que, dans un certain sens, les insurgés ont gagné. Ils ont goûté le combat à côté de leurs amis et de leurs proches ; ils ont goûté une lutte qui laisse les individus intacts, qui les laisse être des hommes, des humains qui refusent de se laisser détruire par des structures militaires cherchant de nouveau à les transformer en robots obéissants.

Solidarité

A travers toute l'insurrection en Libye et les soulèvements dans d'autres pays, se noue un fil rouge gorgé de solidarité. Les rebelles de Misrata se sont insurgés par solidarité avec ceux de Benghazi. De plus, les insurgés refusent de conclure un deal avec Kadhafi, un deal qui couperait le pays en deux. Car ils savent que d'autres insurgés se trouvent encore sur le territoire, et ils refusent de les abandonner aux horreurs du colonel.

Rappelons aussi la question de la nourriture. Un aspect très beau de cette insurrection, c'est que la valeur de l'argent est en ce moment en train de disparaître. La Libye est un pays qui est en grande partie dépendant de l'importation de nourriture, et maintenant encore, la nourriture leur parvient d'au-delà de la frontière avec l'Egypte. Celui qui n'a plus d'argent ne paye pas. C'est aussi simple que cela. Pareil pour la distribution dans les villes aux mains des insurgés ou au front.

Mais pourqoui luttent-ils ?

C'est une question que beaucoup se posent, et pour être honnête : soupir… On pourrait remplir toute une bibliothèque avec la description du régime dictatorial de Kadhafi. Mais penchons-nous sur un élément de son système, car celui-ci nous montre quelque chose de très marquant et beau. Kadhafi gouvernait avec l'aide d'une grande partie de la population travaillant pour les services secrets. Un système identique à celui de la Stasi dans l'ex Allemagne de l'Est. En d'autres mots : un système où il vaut mieux se méfier de ton propre frère, voisin,… Car ceux qui travaillent pour les services secrets sont partout, et dénoncent toute personne qui s'exprime contre le dictateur. Où les dissidents sont enlevés dans leur lit et jetés dans des prisons souterraines…

Et voilà qu'une insurrection éclate dans un tel pays. La méfiance a fait place à la confiance. Se dénoncer s'est transformé en être solidaires. Que dans un pays basé sur la forme la plus intime du « diviser pour régner » une insurrection aie vu le jour, est d'une signification inestimable. Est en jeu les rapports entre les gens ; et la transformation de ces rapports est beaucoup plus forte que les bombes de l'OTAN.

Et nous?

Qu'on entende ici uniquement parler de l'OTAN, des démarches diplomatiques du Conseil National[1],… comme s'ils étaient les protagonistes, et les shebabs qu'un phénomène marginal, a peut-être encore d'autres raisons que le pouvoir et l'argent. Peut-être veulent-ils nous empêcher de développer de mauvaises intentions. Veulent-ils empêcher que l'insurrection en Libye ne nous inspire. Qu'on se mettrait en tête que nous aussi, ici, nous pourrions déclencher une insurrection. Une insurrection qui partirait de l'auto-organisation en petits groupes de gens qui se connaissent bien. Peut-être aussi parce que des embryons d'une telle manière de s'organiser existent déjà aussi en l'Occident, comme par exemple quand des jeunes s'organisent pour attaquer quand la police a tué (pensons simplement à ce qui s'est passé à Charleroi récemment).

N'oublions pas non plus que Sarkozy, pendant les émeutes de novembre 2005 en France, a proposé d'utiliser des appareils militaires[2] pour mater cette révolte. Et que l'OTAN a une base militaire quelque part dans le nord de l'Italie où les militaires se spécialisent dans des méthodes et des technologies pour mater des insurrections en ville. Car ils savent très bien que ces insurrections peuvent éclater. Aujourd'hui, ils condamnent les puissants de nombreux pays parce qu'ils font tirer « contre leur propre population ». Il faut bien se mettre en tête que les pays de l'OTAN n'hésiteront pas à faire pareil dès que le pouvoir sera menacé. Et ils s'y préparent déjà.



Il est à nous

C'est simple : nous aussi sommes opprimés, nous aussi sommes capables de nous organiser pour nous battre contre l'oppression. Nous aussi pouvons nous redécouvrir et être solidaires dans une lutte pour notre liberté. Voilà la vraie menace pour tout pouvoir sur terre.

Pour terminer, nous envoyons plein de courage aux insurgés qui sont en train d'enterrer dans leur passé l'obéissance. Que crève Kadhafi, ensemble avec tous les autres qui aiment exercer du pouvoir sur d'autres qu'eux-mêmes.

1. Le Conseil National a été formé dans la partie libérée de la Libye dans le but d'engager des pourparlers diplomatiques avec l'ONU, l'OTAN, l'UE et l'Union Africaine et de remettre sur pied des autorités publiques.

2. Il s'agit là des drônes, des avions sans pilote qui traquent et filment des mouvements. Aujourd'hui, ces avions sont aussi utilisé pour bombarder et pour éliminer à distance des personnes spécifiques.

Vous en restez là?

Débordements lors des manifestations contre l'austérité à Bruxelles

Fin mars, des débordements ont eu lieu lors des manifestations à Bruxelles contre les mesures d'austérité. Des affrontements de plusieurs heures entre la police et des manifestants, des vitres de plusieurs ministères brisées, une dizaine de flics blessés… Les syndicats qui se veulent porte-parole de la colère qui s'est exprimée là, ont entretemps vite rangé leurs banderoles et leurs tambours. A part quelques groupements syndicaux nettement plus radicaux comme les métallos, les centrales syndicales et les petits partis politiques de gauche ont unanimement condamné le désordre.









Jusque là, pas de surprise. Même si les syndicats mettent parfois un peu d'huile de coude, ceci est toujours soumis à leur seule volonté d'arriver à des accords avec les patrons et le gouvernement. Pareil pour le conflit autour du nouvel accord interprofessionnel : après quelques appels à la grève, silence complet. Il ne faut pas que ça continue, car ça risque de les dépasser et de causer peut-être des brèches dans le modèle loué de la conciliation, de la paix sociale entre exploiteurs et exploités. D'autant plus qu'il y a encore un inconnu qui est venu frapper aux portes. Au-delà de leurs « résultats concrets », les soulèvements dans les pays arabes ont mis des questions sur la table qui étaient depuis longtemps rangées, au moins dans ce plat pays : l'insurrection, voire la *révolution*.

Malgré les appels au calme insidieux des centrales syndicales, les grèves sauvages dans les transports en commun, dans certains secteurs industriels sont en train de faire tâche d'huile, surtout dans le sud du pays. Une autre envie de juste continuer à aller bosser et de se résigner à ce que les syndicats négocient un peu, semble être en train de naître. Cette envie est encore très fragile, très vulnérable, mais *elle est là*. Cette envie, au-delà d'éventuelles aspirations, s'exprime tout d'abord par la recherche des gens pour prendre l'initiative, pour ne plus attendre les consignes politiques ou syndicales, pour creuser un peu le conflit avec les capitalistes.

Face au printemps arabe, c'est peu, très peu, on le sait. Mais on vient de loin. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est retrouver le courage de parler avec sa propre bouche, chercher à retrouver les mots pour exprimer ce qui a été recouvert par la tombe du modèle de la réconciliation sociale. A bas donc tous ceux qui se posent en obstacle sur ce chemin de découverte, qu'ils s'appellent syndicats ou partis, qu'ils se camouflent en brun, en vert ou en rouge. Osons-nous inspirer ouvertement de ce que les insurgés des pays arabes nous montrent : qu'il est possible de se révolter, qu'il est possible de s'attaquer directement aux causes de nos misères. Et alors, peut-être arrivera-t-on à redonner du sens à des mots qui nous ont été enlevés et que nous avions oubliés ; des mots comme le bouleversement, comme la *révolution sociale*.



Court, court ! • Un prisonnier de Nivelles transporté à un commissariat de police à Anvers pour un interrogatoire concernant un vol, a réussi à s'évader des griffes des flics et de la justice. La police a déployé en vain les grands moyens (hommes, chiens et l'hélicoptère) pour le rattraper. A Bruxelles, deux clandestins qui venaient d'arriver par avion et ont été arrêtés par la douane, se sont mis à courir au moment opportun. Ensuite, ils ont volé une voiture des services de l'aéroport, foncé sur le tarmac et percé plusieurs enceintes. Les deux sont toujours heureux et libres.

A la chasse • A Anvers, on pratique de la chasse ces derniers temps. Cette fois-ci, ce ne sont pas les flics qui essayent de chasser et de traquer les indésirables, mais des jeunes enragés qui s'en prennent à une patrouille et des bus avec des pavés et des barres. Quelques jours avant, un cambrioleur est mort dans « un accident de voiture » lors d'une course-poursuite avec la police. La police peut être de nouveau fière de son zèle en matière de protection de la sacro-sainte propriété privé.

Ah… les fascistes • Pour la énième fois, l'étalage des bureaux du parti Vlaams Belang à Roeselare a été cassé. Leur café Gezelle à côté de la gare se plaint aussi d'un vandalisme constant et particulièrement ciblé.

Coup pour coup • C'est clair, à Bruxelles, on ne les aime pas, ces agents de sécurité de la STIB. Non seulement ils n'aiment pas qu'on les insulte (ils donnent en moyenne une amende par jour pour insulte), mais de temps en temps ils rencontrent aussi nos poings… Ainsi, récemment, un agent a été bien roué de coups à la station de Simonis.

Envahir, c'est le meilleur début • Lors d'une manifestation contre les centres fermés pour illégaux à Votem, une cinquantaine de manifestants défoncent les grilles et pénètrent dans le camp. Entretemps, les politiciens et leurs militants qui semblent se sentir toujours bienvenus sur cette manif annuelle à Liège, se sont cassés en toute hâte pour laisser la police faire son sale boulot d'arrêter les envahisseurs.

Trois personnes condamnées à 30 années de prison pour avoir tué un policier

Le bonheur des uns…

Une nuit de décembre 2007, trois hommes, lors d'un vol d'une voiture à Lot, se heurtent à une patrouille de police. On ouvre le feu sur un combi, et l'un des deux policiers meurt, l'autre est blessé. Un des hommes en cavale est blessé aussi, les trois prennent tout de même la fuite. Le pays est en émoi, et la consternation générale est de taille. Par la suite, la policière morte est élevée au ciel, avec armes et bagages de déclarations de soutien et de médailles d'honneur. Comme une héroïne tombée trop jeune. Les hommes qui ont ouvert le feu en premier sont voués d'emblée à l'enfer. Comme des brutes inhumaines qui ne reculent devant rien, contre lesquelles aucune peine ne peut être trop lourde. Quelques d'années plus tard, trois hommes se trouvent sur le banc des accusés et sont condamnés à 30 années de prison, qu'est-ce qu'on aurait pu imaginer d'autre...

Soyons clairs : je ne pense pas que des gens qui, à un moment donné, ouvrent le feu sur la police et enlèvent une vie, soient des personnes sans cœur. Pas plus que je n'éprouve de respect pour la police, ou que j'en aurai d'avantage s'ils s'en vont les pieds devant. Ce que je vois dans cette société est un monopole de violence (un droit exclusif sur l'utilisation de la violence) de la part de l'État. C'est lui qui édicte les règles de la vie quotidienne, et utilise la violence pour la maintenir. De l'intimidation avec les amendes et les peines de prison, jusqu'au faut de tuer des gens quand cela s'avère être la façon 'adéquate' d'agir. Tous les x semaines en Belgique, des personnes sont tuées par la police, meurent en taule, ou sont atteintes de balles par leurs armes de service. Jamais ce n'est jugé inhumain, jamais les responsables ne sont appelés des assassins, jamais on ne leur crache dessus pour ce qu'ils sont réellement : des serviteurs de ce système qui sont là pour réduire en silence ceux qui, d'une manière ou une autre, ne l'acceptent pas. Il est donc compréhensible que les traqués de cet existence les réduisent aussi de temps en temps au silence. Je peux le comprendre, je peux être face au même choix. Quoi que je pense que cela ne peut jamais être un choix facile. Une simple exaltation de la violence ne me dit rien du tout. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir si la violence est utilisée pour opprimer d'autres ou si, en revanche, elle est utilisée contre les oppresseurs. Et même là, ça reste un choix difficile. Si pour certains, c'est seulement une question accessoire que d'ôter la vie à quelqu'un, j'ai peu en commun avec eux, même si ce sont des flics qui tombent.

C'est pourtant ce rideau de fumée qui doit être arraché de force. Les flics, avec le soutien des médias, sont toujours présentés comme des héros qui, par tous les temps, mettent leur propre sécurité en jeu pour les choses restent vivables pour nous. Alors que nous pouvons sentir coup après coup que cela signifie en pratique tout autre chose. Oui, ils mettent en jeu leur sécurité, mais pas pour moi, plutôt contre moi, et contre mes idées. Ce sont eux les protecteurs de cette misère faite d'argent et des rapports de pouvoir. Ils sont prêts à mourir en l'honneur de la loi et du roi. Lorsque cela arrive donc logiquement, je ne vais pas en perdre le sommeil pour autant.



Autour de la protestation estudiantine pour un gouvernement

La jeunesse c'est le futur!

Nous sommes tous voués à l'échec...



Des actions ont été mises en place dans plusieurs villes. A Bruxelles, une véritable manifestation a déjà eu lieu il y a quelques mois et bientôt ce sera le tour d'une autre. Les étudiants prennent les devant, suivis par une meute de citoyens modèles, tous derrière une banderole plein de préoccupation sincère et de bonnes intentions. Leur mission: donner un signal fort aux politiciens. Leur faire savoir qu'il est temps de se conduire en adultes, et ne plus tarder à former un gouvernement. Quel génial aperçu d'éclatante démocratie disdonc... ça me fait gerber.

Et tout ça à un moment où il ne manque certainement pas de bonnes raisons pour sortir de sa baraque. Car pendant que notre futur prend la rue pour donner du cœur à l'ouvrage de ceux qui nous empoisonnent la vie, il y a, très loin et près d'ici, des personnes qui se battent bel et bien contre ceux qui leur empoisonnent la vie. Il y a quelques semaines, un homme est mort à Charleroi, quelques heures après avoir été passé à tabac et arrêté par la police. Dans les jours qui ont suivi, des policiers ont été attaqués dans leurs commissariats et dans la rue. Les bâtards en uniforme ont été énergiquement servis avec des pierres et des cocktails molotov. Quelques jours auparavant, à Bruxelles, des flics se sont pris des projectiles et des coups de bâtons quand ils ont essayé d'arrêter quelqu'un, et à Anvers aussi, des personnes s'en sont prises aux flics. À Vottem, lors d'une manifestation annuelle contre les centres fermés, quelques portes d'enceinte ont été arrachées, et des personnes se sont joyeusement rendues au préau des prisonniers, banderoles en main et gueulant leur rage.

Et puis, on ne parle même pas de tous ces autres endroits sur le globe où beaucoup se battent contre les conditions qui leur sont imposées. Les protestations estudiantines en Angleterre qui sortent régulièrement des bornes, les nombreuses révoltes dans les centres fermés en Italie, les personnes qui continuent leur lutte dans les pays de l'autre côté de la Méditerranée, même après les concessions des nouveaux maîtres, qui ont pu réduire au silence une grande partie des insurgés. Et ce ne sont là que quelques fragments de ce qui se joue quotidiennement. Pensez à tous ces moments et endroits où des personnes se soulèvent, pour leurs désirs, pour leur dignité, pour leur liberté.

Mais non, allons tous et toutes à Bruxelles pour rappeler à leur devoir quelques cravates qui sont aussi responsables pour la prise en otage de nos vies. On peut s'en moquer, ou bien en pleurer. J'en rirai, s'il n'était pas aussi clair que tous ces ambitieux manifestants ne trépignaient pas d'impatience pour pouvoir bientôt reprendre la place de tous ceux qui ont du pouvoir dans cette société. Aussi ne compte pas que j'aille frapper à leur porte pour les encourager à bien faire leur travail. Si j'avais quelque chose à leur dire, ce serait de ne jamais dormir sur leurs deux oreilles. Car tout le monde n'exalte pas le cours actuel des choses, et tout le monde ne se résigne pas à l'existence réduite que dessine la démocratie. Que de nombreuses autres nuits troublées s'en suivent...

agenda

• Jeudi 5 mai à 19h

INTERVENTO - luttes autonomes italiennes des '70

Mise en scène (lecture, films, chansons, ...) sur les mouvements sociaux autonomes qui ont bouleversé l'Italie pendant les années '70 : lutte dans les usines, quartiers, prisons, occupations de logements et auto-réductions, féminisme,...
Suivie d'une discussion sur ce que ces fragments d'histoires, leurs failles, leurs passions et leurs forces peuvent faire émerger dans nos luttes d'aujourd'hui.
(au local Acrata)

• Permanences **Acrata -** bibliothèque anarchiste

Chaque mardi de 16h à 19h
Chaque jeudi de 17h à 21h
Chaque samedi de 14h à 18h

32,Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles

* voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.